



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Seul le texte prononcé fait foi

## **Assemblée générale 62ème session**

Débat général

Déclaration  
de

**S.E. Mme Micheline Calmy-Rey**  
**Présidente**  
**de la Confédération suisse**

---

Check against delivery

## **General Assembly 62nd session**

General debate

Statement by

**H.E. Mrs. Micheline Calmy-Rey**  
**President**  
**of the Swiss Confederation**

**New York, le 26 septembre 2007**

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,  
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à féliciter le nouveau Président de l'Assemblée générale, Monsieur Srgjan Kerim, de son élection et l'assurer du plein appui de mon pays durant cette 62<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale.

## **Introduction**

Nous partageons tous ici l'espoir d'un monde plus pacifique et plus harmonieux.

En ces temps où des populations civiles sont la cible d'attentats suicides ou d'armes sophistiquées, où des enfants sont enrôlés de force comme soldats, où les changements climatiques menacent la survie de notre planète, comment assumons-nous nos responsabilités ?

A qui incombe la responsabilité lorsque des millions d'hommes et de femmes souffrent de malnutrition, lorsque les besoins les plus élémentaires sont négligés, que l'injustice règne, que notre environnement est détruit ? Comment pouvons-nous venir à bout de ces fléaux qui frappent les êtres humains à travers le monde ? Comment pouvons-nous traduire notre responsabilité en action ?

En tentant de répondre à ces questions, deux constatations s'imposent:

Tout d'abord, le respect des droits humains, l'Etat de droit et la bonne gouvernance sont les conditions d'une paix et d'une sécurité durables, et aussi d'un environnement préservé. Nous savons aujourd'hui que les violations systématiques des droits humains et les déficits flagrants de l'Etat de droit sont fréquemment la source des conflits.

La deuxième constatation touche à la nature des conflits. Sur les champs de bataille, la ligne de front s'estompe. Les Etats et les groupes armés non étatiques s'opposent. Les seigneurs de la guerre, les terroristes et les bandes criminelles dictent les règles. Les civils et non les soldats deviennent les premières cibles.

La politique de sécurité ne peut ainsi plus se limiter au cadre traditionnel des Etats. Elle doit se centrer en premier lieu sur la sécurité des personnes. Ce concept vise à amener les Etats et les groupes armés non étatiques à respecter quelques règles de base, communes à toutes et à tous.

## **Dialogue et diplomatie**

Pour parvenir à des résultats, la confrontation doit faire place au dialogue et à la recherche de solutions. La négociation, le dialogue, la diplomatie sont nos instruments de succès. Il s'agit de transcender les barrières qui existent entre les différents secteurs et disciplines des relations internationales, de promouvoir des alliances basées sur une communauté de valeurs. Cette approche doit nous

permettre de contribuer, au-delà des limites régionales, idéologiques et culturelles, à trouver des solutions. Le passé récent nous le démontre : la Cour pénale internationale, le Conseil des droits de l'homme, la Convention sur les mines anti-personnel sont autant de créations soutenues par de grandes coalitions d'Etats auxquelles ont adhéré des pays de toutes les régions du monde.

Le dialogue à lui seul ne suffit pas. Sans objectifs concrets, l'expérience démontre que des débats entre des acteurs avec des visions très différentes du monde peuvent parfois renforcer la division. En revanche, la définition et la mise en œuvre d'actions concrètes et pratiques favorisent une cohabitation entre différentes communautés. Pour cette raison, la Suisse soutient des initiatives telles que l'«Alliance des Civilisations», ainsi que le plan de mise en œuvre proposé par le secrétariat de l'Alliance.

## **Paix et sécurité**

Des solutions cohérentes et globales aux crises actuelles qui affectent l'ordre international ne peuvent être mises en œuvre sans prendre en compte les intérêts de toutes les communautés concernées.

La Suisse s'efforce ainsi de promouvoir un dialogue avec toutes les parties. Elle le fait notamment au Liban, où elle tente d'offrir un forum aux forces politiques pour rechercher une solution à la crise politique actuelle dans la perspective d'une stabilité à long terme.

Les récents développements dans le Territoire palestinien occupé rappellent encore une fois avec une tragique acuité la nécessité de respecter ces principes. Là aussi l'implication de toutes les parties est une nécessité pour une solution durable.

Il en est de même pour la situation prévalant au Darfour. Mon pays espère que la Résolution 1769 qui prévoit, pour la première fois, une coopération étroite entre notre organisation et l'Union africaine, donnera aux habitants de la région la possibilité de vivre enfin en paix et de se réconcilier après tant d'années de souffrances.

La situation au Myanmar est préoccupante. La Suisse privilégie le dialogue entre toutes les parties impliquées sous l'égide du Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies.

La Suisse réitère sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, les lieux et les buts. La lutte contre le terrorisme est à nos yeux une priorité.

Enfin, il ne peut y avoir de paix et de sécurité sans justice internationale. La Suisse soutient en particulier l'action de la Cour pénale internationale. Son caractère permanent et la possibilité, pour le Conseil de sécurité, de lui soumettre des situations, comme il l'a fait dans le cas du Darfour, confèrent à cette institution un effet préventif. Pour que cet effet soit efficace, la communauté internationale doit apporter son plein soutien à la Cour, en s'assurant que les Etats concernés coopèrent pleinement.

## **Changements climatiques**

La politique de sécurité humaine s'applique également aux menaces environnementales.

L'action humaine a modifié le climat de la planète. Cette évolution a des effets à l'échelle planétaire : hausse des températures, bouleversement des précipitations, montée du niveau des mers et perturbation des équilibres naturels, autant de menaces pour l'habitat et les cultures, pour les conditions de vie de millions de personnes. Ces risques pour la sécurité, la santé et le développement ont été présentés cette année dans le quatrième Rapport d'Evaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Nous les avons abordés ici même il y a deux jours.

Monsieur le Président,

Les problèmes environnementaux sont aussi un problème de sécurité. Ils nous obligent, en tant qu'êtres humains, à agir de manière responsable sur le plan politique et à former des alliances pour la protection de nos ressources naturelles. Alors que nous avons développé des mécanismes internationaux et des institutions pour lutter contre le sous-développement, pour promouvoir la paix et le respect des droits humains, nos réponses dans le domaine environnemental demeurent insuffisantes. Certes, nous disposons d'une série de conventions internationales, de programmes et de législations nationales. Mais la gouvernance environnementale est fragmentée et manque d'objectifs clairs. Nous devons donc nous unir pour déterminer et mettre en œuvre des engagements afin de gérer plus rationnellement nos ressources, nos énergies et protéger notre biosphère. Nous devons aussi mobiliser le système des Nations Unies pour combattre efficacement et de façon cohérente les changements climatiques.

Il est impératif d'apporter une réponse concertée et efficace à ce défi. Nous devons réduire sensiblement nos émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, il est déterminant que nous nous donnions les moyens de nous adapter aux changements en cours. Il est aussi nécessaire d'aider les pays les plus affectés par ces changements, notamment ceux qui sont les moins avancés, à mettre en place des stratégies d'adaptation et d'atténuation.

Selon les experts, la stabilisation des émissions à un niveau « supportable » d'ici la fin du siècle - garantissant un accroissement inférieur à 2 degrés de la température par rapport à 1990 - réduirait de 0.1% la croissance du produit national brut mondial. C'est un prix somme toute modique, compte tenu des risques que nos sociétés devraient supporter en cas de non action.

La Suisse, comme d'autres, est confrontée au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. Nos glaciers reculent et les inondations se multiplient. Pour mon pays, le coût de cet effort pour sauver la planète est abordable et les moyens techniques existent.

La Suisse souhaite donc que nous parvenions à nous fixer des objectifs ambitieux pour la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto. Nous sommes disposés à contribuer substantiellement à cet effort qui incombe à l'ensemble de la communauté internationale.

La Suisse estime qu'un futur régime international de lutte contre le changement climatique nécessite, pour être légitime, la participation de toutes les nations. Nous considérons ainsi que la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et son Protocole de Kyoto sont le cadre adapté pour toute délibération et négociation sur les changements climatiques.

Monsieur le Président,

Les efforts communs sont synonymes de succès. J'aimerais ainsi souligner un exemple concret dans ce domaine du changement climatique. Le 16 septembre dernier, nous avons célébré le 20<sup>ème</sup> anniversaire du protocole de Montréal. Deux décennies plus tard, le trou dans la couche d'ozone commence à se refermer dans notre atmosphère. Cet accord, ratifié par 190 pays et basé sur la science, montre que la communauté internationale est capable de résoudre des problèmes environnementaux majeurs lorsqu'elle en a la volonté et qu'elle s'en donne les moyens. Cet exemple de réussite commune peut servir de stimulant lors des discussions sur la prolongation du protocole de Kyoto.

## **Développement**

Le développement dans ses dimensions économique, sociale et écologique, fondé sur le respect des droits de la personne, constitue également notre défi et notre objectif communs en vue de l'établissement d'un monde à la fois plus libre et plus sûr.

La Communauté internationale a approuvé, ces dernières décennies, un grand nombre d'objectifs de développement. Mais des efforts supplémentaires doivent encore être fournis pour assurer une plus grande cohérence du système opérationnel des Nations Unies. Avec ses Fonds, programmes et agences spécialisées, ce système dispose d'un excellent réseau de représentations sur le terrain, d'une grande légitimité morale et technique ainsi que de considérables capacités opérationnelles. Malheureusement, le système reste fragmenté et génère des coûts de transaction très élevés – assumés pour une bonne part par les pays bénéficiaires eux-mêmes.

Des ajustements importants – dont certains sont décrits dans le rapport « Unis dans l'action » - doivent être mis en oeuvre sans délai sur le terrain, pour que les entités opérationnelles des Nations Unies puissent satisfaire les besoins des pays partenaires de manière plus efficace.

Les négociations sur l' "Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies " (TCPR), qui commenceront dans quelques semaines, offrent le cadre approprié pour définir les mesures nécessaires, en particulier sur la base des expériences réalisées par les pays pilotes qui appliquent le concept « Une ONU ».

Nous sommes aujourd'hui à mi-chemin de l'atteinte des objectifs du Millénaire. Si des avancées sur plusieurs niveaux sont indéniables, il reste encore beaucoup à accomplir. Nous sommes tous – gouvernements, institutions multilatérales,

organisations non gouvernementales ou secteur privé – appelés à conjuguer nos efforts sur un large front, aux niveaux national, régional et mondial. En vue du prochain dialogue à haut niveau sur le financement du développement, j'aimerais me limiter à rappeler que nous avons tous un intérêt commun à améliorer l'efficacité et l'impact de l'aide au développement et à augmenter le volume des ressources de l'aide publique. Nous savons d'ores et déjà que des résultats dans ce domaine ne pourront être obtenus que par le biais d'efforts conjoints et très substantiels de tous les partenaires concernés.

## **Réformes de l'ONU**

Pour mieux répondre aux enjeux globaux, notre organisation s'est engagée dans un processus de réforme. Afin de renforcer la crédibilité et l'efficacité de l'action des Nations Unies, il convient maintenant de démontrer notre volonté politique de mener à terme ces réformes.

L'année écoulée a connu de réelles avancées avec les débuts des travaux de la Commission de consolidation de la paix et du Conseil des droits de l'homme, démontrant la capacité des Nations Unies de mettre en œuvre des réformes ambitieuses pour répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

La Suisse prône une amélioration générale des méthodes de travail du Conseil de sécurité. Mon pays poursuivra ses efforts pour l'amélioration générale de la transparence au sein du Comité des sanctions, et pour que l'inscription et la radiation de personnes et d'entités sur les listes des sanctions soient conformes aux principes de l'État de droit et des droits humains.

Une gestion efficace ainsi qu'une utilisation plus ciblée des ressources disponibles demeurent un défi sérieux pour notre organisation. La Suisse salue la volonté du Secrétaire général de faire de l'efficacité du système des Nations Unies une de ses priorités.

Au regard des progrès réalisés cette année, mais surtout au regard des défis encore à surmonter, la Suisse estime qu'il est donc essentiel de poursuivre le processus de réforme engagé. La Suisse soutiendra dès lors les efforts du Secrétaire général Ban Ki-moon visant à consolider les Nations Unies et à rendre l'organisation plus efficace.

## **Conclusion**

Monsieur le Président,

Si nous voulons aller de l'avant, si nous sommes résolus à relever les défis multiformes et interdépendants auxquels le monde globalisé d'aujourd'hui doit faire face, si nous voulons permettre à l'individu de vivre à l'abri de la crainte et du besoin, nous devons nous concentrer sur des objectifs tangibles.

Dans cette perspective, ayons à cœur de démontrer que nous oeuvrons sans relâche à dépasser nos divergences dans l'intérêt urgent des nations et des peuples que nous représentons.

Mr. President of the General Assembly,  
Excellencies, Heads of State and of Government,  
Secretary-General,  
Ladies and Gentlemen,

I should like to begin by congratulating Mr. Srgjan Kerim on his election as the new President of the General Assembly, and to assure him of my country's full support during the 62<sup>nd</sup> session of the General Assembly.

### **Introduction**

All of us here today would, I am sure, like to see a more peaceful and harmonious world.

In an age when civilian populations find themselves an easy prey to suicide attacks and sophisticated weapons, when children are forced to become soldiers, and climate change poses a threat to the survival of our planet, where do we stand with regard to our responsibilities ?

Where does the responsibility lie when millions of men and women are suffering from malnutrition, when their most basic needs are not being met, when injustice everywhere has the upper hand, and when our environment is being destroyed? What can we do about the evils from which so many people all over the world are suffering? How can we take our responsibilities in hand and act?

When we try to answer these questions, we have to acknowledge two plain facts:

First, respect for human rights, the rule of law and good governance are the prerequisites for lasting peace and security and a protected environment. We know now that systematic violations of human rights and flagrant deficiencies in the rule of law are the source of many conflicts.

The second concerns the nature of these conflicts. The lines of battle are now becoming blurred. In the field, the forces of the state oppose non-state armed groups. Warlords, terrorists and criminal gangs dictate the rules. Civilians rather than soldiers are the primary targets.

It is no longer possible to limit security policy to the traditional state framework. The focus now must, above all, be on the security of the individual. This concept aims to convince both governments and non-state armed groups, to respect certain basic rules endorsed by all concerned.

## **Dialogue and diplomacy**

If we are to get results, confrontation must give way to dialogue and efforts to find a solution. Negotiation, dialogue and diplomacy are the instruments of success. We must transcend the barriers that exist between different sectors and disciplines in the field of international relations. We must develop alliances based on shared values. By transcending regional, ideological and cultural limitations, this approach enables us to find solutions. The recent past has shown what can be achieved: the International Criminal Court, the Human Rights Council, the Mine Ban Treaty are all the result of broad-based coalitions of countries from all regions of the globe.

Dialogue alone however will not be sufficient. Experience has shown that, without concrete objectives, debates between players with very different views of the world can widen the gap that separates them. In contrast, efforts to devise and implement actions that are concrete and practical make cohabitation between different communities possible. It is for this reason that Switzerland supports such initiatives as the "Alliance of Civilisations", together with the implementation plan proposed by the Secretariat of the Alliance.

## **Peace and security**

Coherent and overall solutions to the crises that are currently disrupting the international order cannot be implemented unless we take into account the interests of all the communities concerned.

Switzerland does all it can to promote dialogue with all parties. This is notably the case in Lebanon, where we are offering the political forces a forum in which to seek a way out of the current political crisis in the interest of long-term stability.

Recent developments in the Occupied Palestinian Territory have reminded us once again with tragic intensity of the need to respect these principles. Here too the involvement of all parties is necessary if there is to be a lasting solution.

The same can be said for the situation in Darfur. My country hopes that Resolution 1769, which for the first time envisages close cooperation between the United Nations and the African Union, will at last allow the inhabitants of this region to live in peace and to achieve reconciliation after so many years of suffering.

The situation in Myanmar is alarming. Switzerland favours a dialogue among all parties involved, under the leadership of the Special Adviser to the Secretary-General of the United Nations.

Switzerland reiterates its condemnation of terrorism in all forms and in all ways in which it is committed, no matter who the perpetrators are, and whatever the place and the objectives. The fight against terrorism remains a priority.

Let us not be mistaken, there can be no peace or security without international justice. In this context, Switzerland supports the work of the International Criminal Court. Its permanent nature and the possibility of the Security Council referring certain situations to the Court - as it did in the case of Darfur - confer on this



institution a power of prevention. For this power to be effective however, the Court must have the full support of the international community, which must make sure that all the governments concerned cooperate fully.

## **Climate change**

Human security policy also applies to environmental threats.

The actions of humankind are altering the climate of our planet. These changes are taking place on a global scale: increasing temperatures, radical changes in precipitation patterns, rising sea levels and a disturbance of natural rhythms and balance, all of which taken together pose a major threat to the collective habitat, to all cultures, and to the living conditions of millions of people. The risks to security, health and development are discussed in the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. We addressed this subject just two days ago.

Mr. President,

Environmental problems are a threat to security. They require responsible action at the political level, as human beings, and the forming of alliances for the protection of our natural resources. While we have developed international mechanisms and institutions to combat underdevelopment and to promote peace and respect for human rights, our efforts in relation to environmental challenges have not gone far enough. There are, it is true, a number of international conventions and programmes in this field, as well as legislation at the national level. But environmental governance is fragmented and lacks clear objectives. We need therefore to unite in order to identify and implement these objectives so that we may make more economical use of the available resources and energy, and protect the biosphere. We also need to mobilise the United Nations System in our struggle against climate change with greater effectiveness and coherence.

It is imperative that we meet this challenge in the most concerted and effective manner possible. This means a significant reduction in emissions of greenhouse gases. To achieve this, it is essential that we equip ourselves with the necessary means to adapt to the changes taking place. We also need to help the countries most affected by these changes - the least developed countries in particular - to develop and implement strategies that will enable them to adapt to the changes, and alleviate the adverse effects of them as much as possible.

The experts say that stabilisation of emissions at an "acceptable" level by the end of this century – ensuring an increase in temperature of less than 2 degrees Centigrade compared to the year 1990 - would result in a 0.1% decrease in gross national product (GNP) worldwide. The price is thus modest, considering the risks that our societies must face if we fail to act.

Switzerland too is confronted with the problems arising from climate change and the degradation of our environment. Glaciers are receding and floods are on the increase. As far as my country is concerned, the cost of efforts to save the planet is affordable, considering that the technology needed already exists.

Switzerland therefore hopes that we will succeed in setting ourselves ambitious objectives for Stage Two of the Kyoto Protocol. We are ready to make a substantial contribution to this effort, which must be borne by the international community as a whole.

Switzerland considers that to be legitimate any future international regime for combating climate change requires the participation of all countries. In our view the Framework Convention on Climate Changes and its Kyoto Protocol provide the most suitable structure for all deliberations and negotiations on climate change.

Mr. President,

Combined efforts lead to success. I would like to cite a specific example on the subject of climate change. On 16 September of this year, we celebrated the 20<sup>th</sup> anniversary of the Montreal Protocol. In just two decades the ozone layer in the atmosphere has begun to mend. Ratified by 190 nations and firmly based on science, this Protocol shows that the international community is capable of solving environmental problems once it sets its mind to it and avails itself of the necessary instruments. This example of successful collaboration should serve as an incentive during our discussions on the next stage of the Kyoto Protocol.

## **Development**

Development in its economic, social and ecological dimensions, based on respect for human rights, is another challenge, as is our common objective to create a world that is both more free and more secure.

The international community has approved a great many development objectives in recent decades. Additional efforts are still needed however to ensure greater coherence in the operational system of the United Nations. This system, with its Funds, Programmes and Specialized Agencies, is supported by an excellent network of field offices. Moreover it has considerable legitimacy, both at the moral and technical level, and a vast operational capacity. Unfortunately however, the System remains fragmented and the transaction costs - borne to a great extent by the beneficiary countries themselves - are very high.

Major adjustments - some of which are described in the report "United in Action" - need to be carried out in the field without further delay, to enable the UN's operational bodies to satisfy the needs of partner countries more effectively.

The negotiations on the "Triennial Comprehensive Policy Review of Operational Activities for Development of the United Nations System" (TCPR), which are due to start in a few weeks, provide a suitable framework in which to define what measures are necessary, particularly on the basis of the experiences of pilot countries that are applying the "One UN" concept.

We are at the half-way point in time for achieving the Millennium Development Goals. While there is no denying that progress has been made at a number of levels,

much still remains to be done. All stakeholders - governments, multilateral institutions, non-governmental organisations and the private sector - need to combine their efforts across a wide front and at all levels - national, regional and international. In view of the high-level dialogue that is due to take place on development financing, I shall limit my remarks here to a simple reminder. It is in the interest of us all to improve the efficiency and the impact of development assistance and to increase the volume of resources made available for public aid. We all know that results in this area can only be obtained through joint efforts of a very substantial nature, on the part of all concerned.

## **UN reforms**

The United Nations has embarked on a process of reform in order to respond more effectively to the global challenges. If we hope to strengthen the UN's credibility and efficiency, then we must now demonstrate that we have the political determination to bring these reforms to completion.

The past year has shown real progress, with the start of work by the Peacebuilding Commission and the Human Rights Council, demonstrating the UN's ability to carry out an ambitious programme of reforms in response to the challenges of the 21<sup>st</sup> century.

Switzerland advocates a general improvement in the Security Council's working methods. My country will continue its efforts for a general improvement in the transparency of the Sanctions Committee, and ensure that the addition and removal of the names of persons and entities on sanctions lists be in conformity with the principles of the rule of law and human rights.

More efficient management and better utilisation of the resources available remain a serious challenge for the Organisation. Switzerland welcomes the decision of the Secretary-General to make the efficiency of the United Nations System one of his priorities.

In view of the progress made this year, but especially considering the challenges that remain, Switzerland feels that it is essential to continue the process of reform already under way. My country will therefore support Secretary-General Ban Ki-moon in his efforts to strengthen the United Nations and make it more efficient.

## **Conclusion**

Mr. President,

If we wish to move ahead, if we are truly determined to meet the challenges facing the globalised world of today - challenges which are varied but interdependent - and if we want to free individual human beings from constant fear and want, then we need to focus on objectives that are tangible.

Let us therefore try hard, with this in mind, to show that we are working without respite to overcome our differences, in the urgent interest of all nations and of the peoples we represent.